

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 291/05

AMR 34/042/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA **les membres du personnel et les bénévoles de l'Asociación de Mujeres Ixqik (Ixqik, une association de femmes)**

Londres, le 15 novembre 2005

L'Asociación de Mujeres Ixqik (Ixqik, une association de femmes) soutient une victime de viol dans le cadre d'une affaire qui défraie la chronique au Guatemala. Les bureaux de cette organisation ont été la cible de trois cambriolages en neuf jours, qui semblent constituer des tentatives d'intimidation vis-à-vis des membres de son personnel. La police n'a pris aucune mesure pour les protéger. Les cambrioleurs ont mis la main sur les coordonnées de tous les membres du personnel de l'association, et Amnesty International pense que ces personnes sont gravement en danger.

L'Asociación de Mujeres Ixqik a mis au point un programme d'aide aux victimes de viol dans leur quête de justice. Elle est basée dans le département du Petén, dans le nord-est du pays. Actuellement, elle fournit une aide juridique à huit victimes de viol qui ont saisi des tribunaux du Petén. Le 27 octobre, l'association a organisé une marche à Santa Elena, la capitale du département, afin de soutenir une victime de viol âgée de cinquante ans et souffrant de handicap mental.

Le 31 octobre, à midi, des employés de l'association ont découvert que la porte de leurs bureaux avait été forcée et que la serrure était cassée. Les cambrioleurs avaient emporté un appareil photo contenant des clichés du défilé du 27 octobre et deux magnétophones, laissant derrière eux les six ordinateurs de l'organisation, ainsi que du liquide et une carte de crédit qu'un membre du personnel avait abandonnés sur un bureau. Les employés ont déposé une plainte écrite auprès de la police, qui s'est présentée vers 17 heures pour inspecter les lieux de l'infraction.

Le 7 novembre, à 8 heures du matin, des membres du personnel de l'association ont de nouveau trouvé la porte de leurs bureaux forcée. Apparemment, rien n'avait été volé, toutefois, les cambrioleurs ont épluché de nombreux dossiers, dont un qui contenait les adresses et numéros de téléphone de toutes les personnes travaillant pour l'association, et d'autres se rapportant aux campagnes menées par l'organisation sur des questions touchant les femmes. Ils ont également tenté d'ouvrir, en vain, un meuble de classement fermé à clé, qui contenait les dossiers de victimes de viol.

Le même scénario s'est reproduit deux jours plus tard. Des employés ont découvert les faits à 8 heures du matin, en arrivant au bureau. Cette fois, les cambrioleurs étaient passés par l'entrepôt de l'association, qui est contigu à ses bureaux. Après avoir enfoncé la porte de celui-ci, ils sont entrés par une fenêtre donnant sur les bureaux, et ont ouvert la porte d'entrée depuis l'intérieur. Ils ont volé un poste de télévision et un lecteur de DVD, mais, comme les fois précédentes, ils n'ont pas touché aux ordinateurs. Les cambrioleurs ont fouillé tous les dossiers concernant d'autres procédures pénales (essentiellement des affaires de violences domestiques) pour lesquelles l'association apporte son soutien aux plaignantes, ainsi que les dossiers portant sur des affaires de viol, après avoir trouvé la clé du meuble de classement dans l'un des bureaux.

À la requête d'une autre organisation non gouvernementale (ONG), la Commission interaméricaine des droits de l'homme examine actuellement une demande de mesures de protection en faveur de l'association, qui consisteraient notamment en une présence policière devant ses bureaux. À ce jour, l'Asociación de Mujeres Ixqik n'a bénéficié d'aucune mesure de protection. Les jours où ont eu lieu les trois incursions, le tribunal devait entendre les plaidoiries et les réquisitoires dans l'affaire du viol de la quinquagénaire prise en charge par l'association. Le 11 novembre, le tribunal a rendu un verdict d'acquiescement. L'association a déjà été autorisée à faire appel de ce jugement.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les violences contre les femmes sont très répandues au Guatemala. Des recherches menées par Amnesty International ont démontré que dans bon nombre de cas, les enquêtes sur ce type d'infraction sont insuffisantes et entachées d'irrégularités, et les responsables présumés sont rarement traduits en justice. Pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter le rapport intitulé *No protection, no justice: killings of women in Guatemala*, AMR 34/017/2005).

Créée en 1999, l'*Asociación de Mujeres Ixqik* du Petén œuvre en faveur des victimes de viol depuis 2002. Elle mène également des actions de promotion des droits de la femme et dispense des formations à d'autres organisations de femmes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité des membres du personnel et des bénévoles de l'*Asociación de Mujeres Ixqik* (Ixqik, une association de femmes), dont les bureaux ont été cambriolés à trois reprises depuis le 31 octobre ;

– demandez instamment que les services du ministère public conduisent dans les plus brefs délais une enquête approfondie sur ces faits, et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;

– priez les autorités d'accorder sans délai une protection à l'*Asociación de Mujeres Ixqik*, notamment une présence policière devant ses bureaux.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Ministro de Gobernación
Carlos Vielman
6a. Avenida 4-64, Zona 4, nivel 3
Ciudad de Guatemala
Guatemala

Fax : +502 2362 0237 / +502 2361 5657

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Responsable de la PNC (police nationale civile) :

Director General de la Policía Nacional Civil
Edwin Johann Spirisen
6ª Avenida 13-71, Zona 1, 1er nivel
Ciudad de Guatemala
Guatemala

Fax : +502 2251 9382

Formule d'appel : *Estimado Director General*, / Monsieur,

COPIES À :

Ixqik, une association de femmes :

Ixqik Women's Association
Asociación de Mujeres de Petén Ixqik
1ª av 4ª calle esquina, 2º nivel Banco G&T zona 1,
Santa Elena
Petén, Guatemala

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 27 DÉCEMBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*